

LE TEMPS

KIOSQUE

«AUCUNE PRÉVISION NE SEMBLE TENIR AUJOURD'HUI !»

Notre excellent confrère Média 24 a publié en début de semaine une importante et longue interview réalisée avec le Pr Larabi Jaïdi, membre du Conseil de Bank Al Maghrib, de la Commission Spéciale pour le Modèle de Développement et Senior Fellow au sein du think tank Policy Center for The New South (ex-OCP Policy Center). Pour l'éminent économiste, l'évolution de la situation épidémiologique a cassé tous les espoirs en une reprise économique. La récession en 2020 sera encore plus violente et risque de perdurer en 2021 ! Il alerte sur le risque du retour au confinement de certaines villes, option qui pourrait avoir un énorme coût social et économique.

LE TEMPS

Au sortir du confinement, il régnait un certain optimisme. Toutes les prévisions tablaient sur une récession limitée à 5% avec un scénario de reprise en «V» dès le 2^{ème} semestre. Comment évaluez-vous aujourd'hui la situation économique avec l'explosion inattendue des cas de «Covid» et les restrictions imposées par les autorités dans certaines régions et villes ?

Ce qu'il faut noter d'abord, c'est que l'incertitude devient de plus en plus forte. On pensait, en effet, au début que cette crise allait s'estomper, comme partout dans le monde. Des scénarios de sortie de crise étaient établis en «V», «L», «W»... Mais aucune prévision ne semble tenir aujourd'hui. C'est le cas au Maroc comme partout dans le monde, notamment en Europe. Mais dans cet océan d'incertitudes, il y a au moins une certitude: aucun secteur, aucune entreprise, ne seront épargnés par cette crise. La différence entre secteurs résidera seulement dans l'intensité de l'impact ! Mais les répercussions seront globales sur l'ensemble du tissu économique. On ne va pas sortir indemnes de ce choc.

Surtout qu'il va durer plus que prévu...

Absolument. Dès les premiers mois de la pandémie, on commençait déjà à réfléchir à



**LES
RÉPERCUSSIONS
SERONT GLOBALES
SUR L'ENSEMBLE
DU TISSU
ÉCONOMIQUE. ON
NE VA PAS SORTIR
INDEMNES DE
CE CHOC !**

l'après-crise. Cette question de l'après-crise semble aujourd'hui prématurée. Les choix de politique économique et les décisions de

relance seront de plus en plus difficiles et complexes. On est aujourd'hui dans la certitude que la croissance va être plus négative que prévu par le gouvernement dans la Loi de Finances Rectificative (-5%), Bank Al Maghrib (-5,2%) ou même le Haut Commissariat au Plan (-6%). Et j'ai bien peur que cette situation perdure jusqu'en 2021.

Le gouvernement tablaient sur une croissance de plus de +4% en 2021. Pensez-vous que cette prévision risque de ne pas tenir ?

Oui, je le pense. Cette prévision se basait sur une reprise au deuxième semestre de 2020. Mais l'onde de choc n'est pas encore finie et ça risque de perdurer en 2021. Rien n'est sûr.

Avez-vous une estimation de l'ampleur de la récession qu'on va subir en 2020 et peut-être en 2021 ?

La vérité, c'est qu'il est difficile, à ce stade, d'avoir une prévision fine. Cela dépend de la situation des principaux secteurs qui tirent l'économie, c'est-à-dire de l'état de l'offre. L'agriculture, on connaît un peu sa situation, au-delà de la «Covid». Dans le secteur industriel, les locomotives de l'export sont frappées par l'arrêt des métiers mondiaux et la baisse de la demande mondiale. Le textile aussi est fortement perturbé et les com-

LE TEMPS

LA RELANCE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EST QUELQUE CHOSE D'INCONTOURNABLE, QUITTE À TOLÉRER UNE PLUS GRANDE TRANSMISSION DU VIRUS !

mandes internationales n'ont pas repris. On pensait également que le bâtiment allait plus ou moins reprendre, mais cela est lié à la capacité de l'État à avancer dans ses projets de travaux publics et d'infrastructures, mais aussi à la reprise des programmes de construction et d'acquisition de logements. Le tourisme, n'en parlons pas. L'offre souffre toujours. Idem pour la demande des ménages. On ne sait pas comment elle sera impactée sur la durée. Elle est déjà marquée par une baisse globale de la consommation qui joue, comme on le sait, un rôle important dans la croissance économique.

On prévoit également une forte montée du chômage et de la précarité, ce qui ne facilitera pas les choses...

Les licenciements se multiplient, en effet. Et cela aura un impact certain sur la demande des ménages qui est un déterminant important de la croissance. Il faut donc faire des réajustements à la baisse des prévisions, aussi bien pour 2020 que pour 2021. Mais je suis incapable de vous donner une estimation de l'ampleur de ce réajustement.

Le ministère des Finances a mené jusque-là une politique défensive comme le montre la Loi de Finances Rectificative, une sorte d'austérité qui ne dit pas son nom. N'est-il pas temps de changer de dogme dans la gestion budgétaire du pays ? Nous avons tous compris que la crise risque de durer jusqu'en 2021 et que sans injection massive d'argent dans l'économie, on risque de courir vers une véritable catastrophe socio-économique...

Le Ministre des Finances a déclaré, à plusieurs reprises, qu'il n'est pas dans une optique d'austérité mais de relance. Ceci dit, la relance doit désormais être d'une plus forte ampleur. Mais la question qui se pose, c'est comment financer cette relance, sachant que le manque à gagner en termes de recettes fiscales sera important ?

Il y a la dette publique... Mais le gouvernement semble tenir une ligne assez conservatrice sur ce sujet.

C'est le seul moyen de financement qui reste, en effet. Je pense que tous les pays, et même les organismes financiers internationaux, sont en train de réviser leur dogme sur cette question. Parce que l'impact d'une baisse de la dépense publique sur la régulation sociale et sur la capacité de sauvegarde des entreprises sera très grave ! Il y a une nécessité à financer une relance plus importante que ce qui était prévu ou attendu. Maintenant, à quel type d'endettement faut-il recourir ? L'endettement, c'est un tout. Est-ce que c'est l'endettement externe qui doit primer ? L'Etat est en train de mobiliser plusieurs canaux en ce sens en faisant valoir, à juste titre, ce qu'on pourrait considérer comme l'image de marque du Maroc, acquise grâce à sa stabilité et à sa gestion rigoureuse des finances publiques... Et c'est tant mieux. Nous sommes donc en train de mobiliser notre capital sur le plan international. Mais jusqu'à quand le financement international peut-il continuer à jouer ce rôle de financement des dépenses de l'Etat ? Il y aura des limites à ça. Surtout qu'il ne faut pas trop compter sur la dette bilatérale. L'Europe ne débloquent pas plus de lignes, mais va peut-être jouer sur la réaffectation des lignes déjà accordées au Maroc. On comptait, il y a quelques années, sur les pays du Golfe. Mais ils n'ont pas tous respecté leurs engagements. Et avec la conjoncture géopolitique actuelle, il ne faut pas trop y compter, non plus. Il reste le financement auprès du marché interne, ce qui n'est pas évident. La dette intérieure a déjà augmenté, ces dernières années. Et cette dette, ce sont essentielle-

ment les banques qui vont la financer. Les banques sont déjà dans une situation délicate et doivent se concentrer d'abord sur le financement de l'entreprise. Ce n'est pas le moment de créer de l'éviction. Il faut donc imaginer de nouvelles modalités de financement.

Il reste le financement direct par la Banque Centrale, option que plusieurs économistes préconisent, mais qui a été exclue par le Wali de Bank Al Maghrib...

C'est une question délicate. Elle rompt avec les principes de gestion monétaire retenus jusqu'à présent et avec le principe de l'indépendance de la Banque Centrale. Mais il faut imaginer des mécanismes nouveaux, comme ça s'est fait dans certains pays européens. Je ne parle pas de la planche à billets, mais d'une certaine monétisation de la dette publique. Il ne s'agit pas que de financer l'Etat, mais aussi des établissements publics marchands qui sont des acteurs importants de l'activité économique. Ils ont un énorme besoin de financement, sachant que leur niveau d'endettement est déjà important. Ces acteurs jouent un rôle important dans l'économie, aussi bien au niveau du développement sectoriel que territorial. Je pense notamment à l'ONCF, l'ONEE, l'OCP et autres leaders publics... Cette contrainte financière est pesante. Il faut la gérer avec beaucoup de discernement.

L'État compte mettre en place un véhicule d'investissement pour répondre, justement, à cette question de financement des fonds propres, pour relancer l'activité de quelques grands acteurs et secteurs économiques. Que pensez-vous de ce mécanisme financier ?

Je me pose la question de l'opérationnalisation de ce fonds. Comme annoncé par le Ministre des Finances, ce fonds va être financé par un apport public de 15 milliards de DH en comptant sur l'effet de levier pour mobiliser le reste des ressources. On ne sait pas d'abord dans quel horizon de temps ça va se faire, sur une année ou à moyen terme. ●

LE TEMPS

- Je pense que l'effet de levier de cet investissement public ne va pas fonctionner d'une manière aussi simple qu'on le prétend. Les montants annoncés ne me paraissent pas pouvoir être atteints dans le court terme. Il y a encore du flou.

On est en pleine préparation du projet de Loi de Finances 2021. On le sait désormais : tant qu'il n'y a pas de vaccin, on ne peut parler de relance ou de reprise. Comment envisager cette Loi de Finances dans ces conditions ?

Il y a, à mon avis, deux questions-clés auxquelles cette Loi de Finances doit répondre : comment à la fois contribuer à une relance soutenable de l'économie tout en accompagnant la forte demande sociale, qui est un enjeu extrêmement important ? Ce sont les deux volets sur lesquels on doit pouvoir réfléchir dans cette Loi de Finances. Mais pour cela, il faut avoir une bonne estimation de la crise, de son impact sur les activités sectorielles et de l'ampleur du choc qui risque de perdurer en 2021. Il ne s'agit pas d'être dans une logique classique, de se baser sur les hypothèses habituelles de la campagne céréalière, les prix du pétrole, du gaz... Il faut raisonner autrement, prendre un certain nombre d'hypothèses liés aux effets de cette crise.

Notamment le vaccin, qui sera peut-être la principale hypothèse de construction de cette Loi de Finances...

Le vaccin en soi sera un enjeu budgétaire. S'il est produit, son implémentation ne va pas être simple. Ça va demander du temps, mais aussi un financement très important. Quel va être, demain, le prix de ce vaccin ? Est-ce qu'il sera disponible en quantité suffisante ? Quel en sera le coût d'acquisition ? Qui va le financer ? Le vaccin va être un enjeu financier important pour ceux qui l'ont produit. On n'est pas dans la philanthropie. C'est un produit marchand qui aura un coût. Et ce coût ne doit pas être répercuté sur le citoyen. L'État doit prendre en charge une bonne partie du prix d'acquisition de ce vaccin. Ça va être une des premières dépenses à faire en 2021. Deuxième aspect : le soutien

social et la dépense des ménages. Nous savons qu'on ne peut pas compter sur la relance de l'emploi. À la limite, tout ce qu'on peut faire, c'est contenir les pertes d'emploi. Comment donc soutenir la consommation ? Elle ne peut pas être soutenue par une augmentation des salaires, c'est sûr. La question de l'aide aux ménages va donc se reposer de nouveau. Continuer à agir sur le report des échéances de crédits des ménages, c'est bien. Mais comment traiter la question de la dette des ménages dans sa globalité ? Est-ce qu'il faut la prendre en charge par le financement public ? Le report ne règle pas le problème ! La prise en charge l'endettement des ménages et les aides directes sont deux questions qui me paraissent importantes, sachant que la relance ne peut pas se faire par l'emploi. Autre volet : le monde de l'entreprise. On a utilisé pour l'instant des crédits bancaires garantis par l'État, avec un allègement des charges sociales. C'est un soutien à la trésorerie. Mais on risque d'arriver à un seuil de saturation. Il y a donc besoin de réfléchir à comment faire pour que le système bancaire, tout en préservant sa stabilité, puisse être suffisamment imaginatif pour continuer de financer les entreprises.

On parle de plus en plus de possibilités de confinement de certaines villes comme Casablanca, par exemple, avec le coût économique et social que cela peut engendrer. Pour plusieurs opérateurs économiques, le coût d'un nouveau confinement sera plus dur à supporter que de laisser le virus vivre avec nous... Entre santé et économie, qu'est-ce qu'un État doit privilégier, selon vous ?

**AU LIEU DE
CONFINER À
NOUVEAU DES
VILLES, IL FAUT
PLUTÔT REVOIR
NOTRE APPROCHE
SANITAIRE.**

C'est une question extrêmement angoissante. Personne n'aimerait être à la place des décideurs en ce moment ! Santé individuelle ou santé économique ? Aller dans un confinement qui touche des villes où la création de valeur est importante, comme Casablanca, va avoir un énorme coût, pas seulement économique en termes de manque à gagner pour les entreprises, mais surtout social. À mon avis, la relance de l'activité économique est quelque chose d'incontournable, quitte à tolérer une plus grande transmission du virus ! Il est impossible d'imaginer que le monde du travail va continuer à être en semi-activité, voire en arrêt, comme ce fut le cas lors des trois premiers mois de confinement. Maintenant, il faut penser à comment augmenter la sécurité en entreprise pour éviter les fameux clusters. D'ailleurs, on ne sait pas si cette flambée de cas est liée à ces clusters professionnels ou à la mobilité sociale générée par l'effet de l'Aïd Al-Adha et des vacances. L'État doit surtout agir sur la gestion sanitaire et la prise en charge des malades. Ça a déjà commencé, mais ça s'est fait dans l'incohérence. Il faut travailler sur l'amélioration du système et des processus de la politique sanitaire et la prise en charge des malades. Autant on a réussi dans cela aux premiers mois de la crise, autant à la veille de l'Aïd Al-Adha l'État a manqué de rationalité et de cohérence dans sa conduite. Et ça a créé cette «distanciation» entre l'individu et l'État, un manque de confiance qu'il s'agit de restituer par des mesures crédibles, une communication non seulement rationnelle, mais qui soit respectueuse de la dignité des personnes. Il faut revoir notre manière de faire pour alléger la pression sur notre système de santé en invitant le citoyen à plus de discipline. Mais pour que le citoyen soit dans cet esprit de prévention et de protection, il faut le traiter avec dignité et l'impliquer. Il faut impliquer également la société civile. Il y a une richesse ici qu'on n'a pas suffisamment sollicitée ! Le secteur privé également, les cliniques et les médecins. C'est impensable de ne pas les solliciter. On a l'impression que l'État veut tout contrôler. Au lieu de confiner à nouveau des villes, il faut plutôt revoir notre approche sanitaire. ■

Interview réalisée par **Mehdi Michbal**